

22 Mai 54

La partie continue...

«Second Pan Mun Jom», disions-nous au début de la Conférence de Genève. «Les Russes jouent au médiateur», à la fin de la première semaine. Voici la quatrième révolution et nous n'en savons pas davantage. L'énigme de l'Asie demeure entière.

La médiation russe est-elle tactique ?

Les Soviétiques font en effet figure de médiateurs. Mais n'est-ce pas simple tactique ? Depuis six mois déjà Ho Chi Minh a parlé de paix en Indochine; depuis la conférence de Berlin, les Communistes ont cherché à accréditer l'idée qu'à Genève on s'entendrait sur un armistice. Et depuis il y a eu Dien-Bien-Phu et ces jours-ci la menace croissante sur Hanoï et le delta tonkinois.

En faisant espérer la fin des hostilités ne mettait-on pas les Vietnamiens et le corps expéditionnaire en état de moindre résistance ? A quoi bon se battre si la paix est prochaine ? Ces manœuvres ont réussi à disloquer l'unité des Occidentaux et à mettre l'armée française au bord de la catastrophe et à livrer l'opinion aux défaitistes. Par ailleurs les Russes et les Chinois savent que s'ils maintiennent leurs exigences ils entraîneront les Etats-Unis dans la guerre en Asie. Est-ce cela qu'ils cherchent ? Ou bien les Russes sur qui repose l'alimentation des combats en matériel, ce qui doit leur coûter cher, ont-ils vraiment l'intention d'arrêter les hostilités au meilleur compte possible ?

Y a-t-il entre Russes et Chinois des divergences subtiles qu'il est impossible de percevoir ? On peut toujours supposer que Molotov n'a pas intérêt à pousser trop avant l'impérialisme chinois. Mais cela encore n'est pas certain. La conférence de Genève n'est-elle comme beaucoup le pensent qu'un écran de fumée pour masquer les préparatifs militaires plus étendus et plus efficaces ? Il n'est pour le moment aucune conjecture valable. Le jeu des Orientaux est bien caché et le meilleur diplomate ne peut que le suivre sans le percevoir comme c'est le cas depuis dix ans.

Les pourparlers s'accroissent

Cependant Bidault aidé en cela au moins par Eden a réussi à accélérer les pourparlers. Il n'hésite pas à menacer de clore les discussions, si l'on n'avance pas quelque peu et de temps en temps Molotov est obligé de faire un pas. Le moment ne peut être très éloigné où il faudra s'accorder sur assez de points pour que l'on puisse prévoir un accord ou reconnaître l'impasse.

La décision d'Eisenhower.

L'évènement capital de ces derniers jours est la décision d'Eisenhower de conclure une alliance défensive dans le Sud-Est asiatique, au besoin sans les Anglais.

Les Américains et les Français ont poursuivi leurs pourparlers militaires et en cas d'échec de la conférence la guerre d'Indochine serait enfin internationalisée.

Nous avons souvent ici reproché au gouvernement français de s'être refusé depuis un an au moins à cette internationalisation. Il y avait à cela des objections, c'est certain, mais il était facile de prévoir que n'ayant plus les moyens de vaincre seul, il faudrait un jour ou l'autre, soit renoncer à la lutte, soit la continuer non plus seuls, mais avec nos Alliés. Ce fut une grave erreur qui nous a coûté Dien-Bien-Phu.

Le terrible défaut des démocraties en politique, c'est de ne jamais agir qu'en fonction de l'immédiat, de ne jamais anticiper sur les événements pourtant faciles à prévoir et inéluctables on a toujours l'impression que les hommes au pouvoir veulent éviter d'étendre leurs responsabilités au-delà de l'heure présente, comme s'ils s'en remettaient au successeur pour agir selon les données nouvelles. Depuis cinquante ans on accumulerait les exemples de cet ordre dans la politique française, anglaise et américaine. Les adversaires au contraire voient loin.

La surprise à Londres.

La résolution d'Eisenhower de se passer au besoin des Anglais a surpris Londres qui ne semblait pas y croire et provoqué à coup sûr des remous profonds dans l'opinion des dirigeants anglais. La grande presse si discrète s'en fait à mots couverts l'écho. Au cours des dramatiques conseils de cabinet à Londres, le 25 avril, les membres du gouvernement britannique n'étaient pas tous d'accord pour refuser l'aide à la France réclamée par nous et acceptée par Dulles.

Nous avons l'impression — ce n'est là qu'une impression personnelle qui ne s'appuie sur aucun fait — qu'Eden et Churchill n'étaient pas du même avis. Dulles était venu à Londres et à Paris pour préparer en vue de Genève un front commun; il était rentré à Washington avec un accord de principe sinon un homme aussi averti n'aurait pas pris sur lui d'engager les Etats-Unis dans une action collective. En remettant tout en cause et en brisant l'unité de front indispensable entre alliés devant de rudes adversaires, Churchill a encouru une responsabilité grave. Dulles qui a subi une perte de prestige considérable et a failli

laisser son portefeuille entraînant avec lui le prestige personnel du Président et celui de tout le parti républicain en année d'élections, doit avoir contre Churchill une rancune solide.

Churchill a-t-il pensé que le risque valait d'être couru ? Il pensait sans doute qu'ou bien la conférence de Genève réussirait (comme les Russes l'en ont probablement persuadé) et alors Eden et lui-même cueilleraient tout le mérite d'avoir été les médiateurs de l'accord et d'avoir aux yeux des membres du Commonwealth asiatique sauvé la paix en Extrême-Orient. Ou bien la conférence de Genève échouerait, la Grande-Bretagne n'y aurait aucune responsabilité et les Américains seraient seuls avec les Français entraînés dans la guerre et l'Angleterre recueillerait tout le profit de sa neutralité, avantages de prestige et renforcement considérable de la position économique et financière de l'Angleterre. Eden ne semble avoir suivi qu'à contre-cœur et beaucoup d'Anglais, maintenant qu'Eisenhower s'est prononcé, voient le risque que comporte un affaiblissement aussi profond de l'alliance anglo-américaine.

L'opinion des Etats-Unis a été fortement impressionnée et l'on sait que là-bas l'Angleterre ne compte pas que des amis. On dit volontiers, les Anglais sont de sûrs alliés quand ils sont en difficulté et ont besoin des autres pour s'en sortir, mais ils savent se dérober quand c'est le tour de ceux-là.

Du lâchage du 25 avril il restera tant à Washington qu'à Paris, un souvenir durable, surtout si la conférence de Genève échoue. Cela se retrouvera et Eden et ses amis savent mieux que personne que les Etats-Unis ont pour contrarier les efforts de redressement économique et financier de l'Angleterre plus d'un moyen dont ils se sont jusqu'ici abstenus d'user. On s'en rend compte en Angleterre et si les choses tournent mal le gouvernement britannique fera son possible pour ressouder l'alliance anglo-saxonne. Si la situation militaire en Indochine est des plus préoccupantes, l'avenir n'est pas sans espoir. Au cas où l'ambition des communistes se révélerait sans limites, force serait bien au bloc allié de faire front de toutes ses ressources unies.

CRITON.